

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Service Connaissance Études Prospective
Évaluation

DECISION n° A08213P0459 du 4 juillet 2013
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE, du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 13-061 portant délégation de signature à madame Françoise Noars, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 18 mars 2013 portant délégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas reçue le 13 juin 2013, enregistrée sous le numéro F08213P0459 et considérée complète le 13 juin 2013, relative à la reprise du départ de la piste de ski de la Pierre à pic, au niveau de la station des Grands Montets, sur la commune de Chamonix (74), présentée par la Compagnie du Mont Blanc ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé du 17 juin 2013 et sa réponse en date du 18 juin 2013 ;

Vu la consultation du Comité de massif en date du 17 juin 2013 ;

Considérant que le projet consiste en la reprise du départ de la piste de ski existante de la Pierre à pic, sur une surface d'environ 400m² ;

Considérant que le projet vise, d'une part, à améliorer la tenue du terrain et la sensibilité au ruissellement et, d'autre part, à supprimer la circulation d'engins sur cette partie de piste en proximité directe du plateau de Lognan ;

Considérant que, si le projet présente un enjeu paysager compte-tenu de sa localisation en site classé du Mont Blanc, il est soumis de ce fait à une autorisation spéciale au titre des articles L. 341-10 du code de l'environnement ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans le cadre de travaux réalisés au pied de la gare du téléphérique de la station de ski alpin des Grands Montets ; que si les incidences de ce projet sont susceptibles d'être cumulées avec celui de reprise de la piste d'accès au télésiège des Marmottons (objet de la demande de cas par cas n° F08213P0463, déposée par la Compagnie du Mont Blanc le 13 juin 2013), le cumul d'incidences de ces deux projets n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, des prescriptions réglementaires s'appliquant au territoire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact,

ARRÊTE

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, l'opération reprise du départ de la piste de ski de la Pierre à pic, objet du formulaire F08213P0459, n'est pas soumise à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Lyon, le 4 juillet 2013

Pour le préfet de région, par délégation
la directrice régionale

Pour la directrice de la DREAL
et par délégation
La responsable de l'unité
Évaluation Environnementale

Nicole CARRIÉ

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

